

Les réfugiés, eux aussi, ont des droits



Pakistan

Née et élevée en Afghanistan, Partawmina Hashemee a fui il y a plus de vingt ans le conflit qui ravageait son pays.

S'inspirant de la lutte âpre qu'elle a menée afin de bâtir une nouvelle vie pour sa famille et elle-même au Pakistan voisin, Mme Hashemee œuvre à l'heure actuelle en faveur de l'autonomisation des femmes afghanes.

Lorsqu'elle s'est réfugiée au Pakistan en 1983, Mme Hashemee était en première année de médecine à l'Université de Kaboul. Réfugiées à Islamabad, ses quatre sœurs et elle-même ont réussi à subvenir aux besoins de la famille grâce aux revenus tirés du tricotage et des cours qu'elles ont dispensés.

Mme Hashemee et sa famille se sont établies ensuite à Peshawar, où elle a commencé à enseigner la gestion de bureau et à assurer des cours d'informatique au Comité international de secours en 1989. La vive inquiétude que lui inspirait la situation désespérée des réfugiées afghanes l'a conduite à fonder, avec d'autres, le Centre pour les femmes afghanes (Afghan Women's Resource Center).

S'il est vrai que, ces dernières années, des progrès ont été enregistrés sur le plan de la jouissance effective par les femmes afghanes de leurs droits fondamentaux, Mme Hashemee reconnaît qu'il y a encore beaucoup à faire.

« Après vingt ans de guerre et de déplacement, la nation tout entière est traumatisée, et je le ressens aussi », remarque-t-elle.



Partawmina Hashemee, directrice du Centre de ressources pour les femmes afghanes au Pakistan. (à gauche)

Sa propre expérience et ses années de labeur lui ont enseigné que la liberté des femmes va « au-delà de la burqa ». « Le port de la burqa ne représente qu'une partie du problème », déclare Mme Hashemee. « Nous avons besoin de sécurité, nous avons besoin d'éducation, mais il faut que ce soit une éducation de qualité. Nous devons aussi assurer l'éducation des hommes. Ces initiatives doivent provenir de la communauté elle-même afin d'être acceptées. En gagnant la confiance des villageois, nous pouvons mener à bien notre travail. »

Mme Hashemee dirige le Centre depuis 1996 et siège à son comité consultatif depuis sa fondation en 1989. Le Centre propose des cours d'alphabétisation, des soins de santé et une formation en informatique, des programmes d'élevage avicole et d'autres programmes d'acquisition des connaissances de base à l'intention des femmes afghanes réfugiées et rapatriées au Pakistan et en Afghanistan. Ces programmes améliorent de manière concrète les moyens de subsistance ainsi que la santé des femmes déplacées et de leurs familles. En même temps, ils rendent les femmes aptes

Réfugiés

à prendre une part active aux décisions qui affectent leur vie, au sein de leur famille, de leur communauté et au-delà.

Bien que Mme Hashemee estime que son pays mérite l'attention du monde, elle fait valoir que la communauté internationale ne doit pas oublier les réfugiées afghanes dans les pays voisins. Un bon nombre d'entre elles ont choisi de ne pas retourner en Afghanistan du fait de l'insécurité persistante et du manque d'accès aux services sociaux, aux logements et aux emplois. « Nous devons continuer à œuvrer en faveur de leur autonomisation et nous devons leur assurer – ici même au Pakistan – une formation élémentaire, afin qu'à leur retour en Afghanistan elles soient en mesure de prendre leur vie en charge », indique-t-elle.

En tant que femme afghane, directrice d'une organisation non gouvernementale locale, Mme Hashemee continue d'affronter avec courage de sérieux dangers afin de venir en aide aux autres femmes réfugiées afghanes. « Nous sommes prudentes. Nous n'élevons pas la voix. Nous préférons garder un profil bas. Lorsque je me déplace à l'heure actuelle, la peur m'étreint. C'est risqué, mais qu'y puis-je ? Des femmes prennent des risques incalculables en travaillant pour défendre d'autres femmes, mais elles n'abandonnent pas pour autant leurs objectifs. Elles devraient bénéficier d'un plus grand soutien », déclare une Mme Hashemee résolue.

Le Centre continue de défendre le principe de la participation des femmes aux campagnes électorales. Il exhorte l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements à inclure les réfugiées dans leurs opérations de recensement électoral; et son centre d'information, situé à l'extérieur de Kaboul, a mobilisé plus de 500 femmes originaires de villages reculés afin qu'elles s'inscrivent sur les listes électorales et



Les réfugiés, eux aussi, ont des droits

participent aux élections fédérales. En s'associant à des groupes tels que la Women's Commission for Refugee Women and Children, le Centre fait du lobbying en direction des décideurs afin qu'ils instaurent de meilleurs mécanismes de protection en faveur des femmes et des filles réfugiées, rapatriées et déplacées. Ils se sont donné pour tâche d'investiguer, de documenter et d'attirer l'attention sur des questions critiques, telles que le travail des enfants, le manque d'accès à l'éducation, la violence sexiste, y compris le mariage forcé.

Le travail du Centre et de la Women's Commission concorde de plusieurs manières avec la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies relative aux femmes, à la paix et à la sécurité. La résolution préconise l'adoption de mesures garantissant la protection et le respect des droits des femmes et des filles lors des phases postconflituelles de rapatriement, de réinstallation et de réinsertion. Elle recommande d'accorder une attention particulière aux droits et aux besoins des femmes lors de la conception des systèmes électoraux et des opérations humanitaires, ainsi que d'adopter des mesures spécifiques visant à protéger les femmes de la violence sexiste.

En raison de sa profonde compréhension de la peur et de l'insécurité associées à la vie de réfugié et de l'ampleur de la discrimination et des atteintes aux droits de la personne dont les femmes et les petites filles ont été les victimes, Mme Hashemee se base sur sa propre expérience afin d'améliorer la vie des femmes afghanes.

Les femmes, partenaires pour la paix et la sécurité